

# GPS : Galileo va-t-il redevenir un projet 100

## % public ?

L'Union européenne est lasse d'attendre. Car Galileo, le système de géolocalisation européen qui doit concurrencer le dominant GPS américain, prend du retard, trop de retard.

Explications. En 2005, un consortium d'industriels (les français Thalès et Alcatel-Lucent, l'espagnol Hispasat, le britannique Inmarsat, les italiens AENA et Finmeccanica, ainsi qu'un conglomérat allemand dirigé par Deutsche Telekom et European Aeronautic, Defence & Space Co) allié au secteur public reçoit le feu vert pour lancer le projet.

Objectif : un système opérationnel mis en orbite d'ici 2008, objectif ensuite reporté à 2011. Le projet devrait comprendre 30 satellites (contre les 24 du GPS).

Pour l'instant, un seul satellite a été lancé, le deuxième ayant raté son décollage à l'automne 2006.

Mais les difficultés du consortium à former une entité pour chapeauter le projet et à choisir pour celle-ci un directeur général ont bloqué les pourparlers entre les industriels et les responsables de l'UE sur les termes de la concession de vingt ans qui devait leur être accordée pour exploiter Galileo.

En mars dernier, les ministres des Transports de l'Union européenne ont appelé jeudi les huit sociétés chargées de mener à bien le projet Galileo à respecter leurs engagements.

Ils ont donné jusqu'au 10 mai au consortium pour régler les désaccords internes, sous peine de perdre le contrôle de ce projet de 3,6 milliards d'euros.

Mais visiblement, ces menaces n'ont pas suffi. La Commission européenne va donc proposer de retirer le contrat de construction au consortium d'entreprises auquel elle l'a attribué, au profit d'un financement **intégralement public**, a-t-on appris vendredi de source de l'Union.

La source a expliqué que le commissaire aux Transports, Jacques Barrot, proposerait aux 27 de reprendre la gestion du projet Galileo, initialement conçu comme un partenariat public-privé, et d'assumer le budget estimé à 3,4 milliards d'euros.

La source a déclaré que l'exécutif européen proposerait plusieurs autres solutions, mais que sa préférence allait à une reprise en main du projet par les États de l'UE, suivie d'un nouvel appel d'offres auprès d'entreprises candidates, mais une fois seulement que les satellites du réseau Galileo auront été construits et placés en orbite.

La supervision du projet serait alors confiée à l'Agence spatiale européenne. Les entreprises du consortium seraient toujours impliquées dans la partie technique et technologique mais sans assumer le risque financier.

La source a qualifié la proposition de Barrot de « *contre-offensive pour remettre Galileo sur les rails* ». Le système pourrait ainsi être opérationnel d'ici la fin 2012, selon le projet de proposition que s'est procuré Reuters.

Une autre option consisterait à laisser en l'état le partage des tâches, et à différer à l'été 2014 au plus tôt l'entrée en service de Galileo.

Le GPS américain a donc encore de beaux jours devant lui. Le retard européen permettra aux industriels américains de continuer à profiter de l'engouement du grand public pour la géolocalisation et de récolter, seuls, les fruits d'un très juteux marché.